

La crise alimentaire mondiale : causes et solutions

Partage international n° 238 - Juin 2008

Josette Sheeran, directrice du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), compare la crise alimentaire mondiale actuelle à un « *tsunami silencieux* », rendant plus de 100 millions d'individus encore plus pauvres qu'ils n'étaient, du fait de la hausse des prix des denrées alimentaires. Selon la Banque mondiale, au cours des trois dernières années, le prix de blé, du maïs, du riz et autres aliments de base a augmenté en moyenne de 83 % .

Parmi les causes de ces hausses figure une demande mondiale croissante pour les céréales, coïncidant avec une diminution de l'approvisionnement mondial. La conversion subventionnée de vastes étendues de terre, particulièrement aux Etats-Unis, pour produire des récoltes pour les biocarburants, réduit la production de nourriture. Le réchauffement planétaire est un autre facteur de ces hausses de prix, avec comme corollaires l'augmentation des sécheresses, la déforestation et l'instabilité du climat, qui ont perturbé la production de nourriture. De plus, le prix élevé du pétrole fait augmenter celui de la nourriture, en augmentant les frais de transport aussi bien que le prix des engrais à base de pétrole.

Selon Jean Ziegler, ancien rapporteur spécial de l'Onu pour le droit à l'alimentation, la spéculation sur les marchés inter-nationaux des produits de base est à l'origine d'une augmentation de 30 % des prix des denrées alimentaires. « *Il existe une horde de négociants, de spéculateurs et de bandits financiers féroces qui ont construit un monde d'inégalités et d'horreurs, et nous devons mettre un terme à cela.* » Il ajoute que les multinationales agro-industrielles telles que Cargill, qui contrôle 25 % de toute la production de céréales, ont une immense influence sur le marché mondial de l'alimentation.

En réponse à la crise alimentaire, le secrétaire de l'Onu, M. Ban Ki-moon, a instauré une commission d'étude internationale composée des têtes dirigeantes des agences onusiennes et de la Banque mondiale, dont la priorité immédiate, selon Ban Ki-

moon, est de nourrir les affamés en comblant un déficit de financement du PAM s'élevant à 755 millions de dollars cette année. La commission d'étude mettra également sur pied un programme de 1,7 milliard pour aider les pays en déficit alimentaire à se procurer des semences, et un autre de 200 millions pour aider les fermiers à accroître leur production de nourriture. La Banque mondiale envisage de doubler ses prêts à l'agriculture en Afrique pour l'année qui vient.

Selon Eric Holt-Giménez, directeur général du groupe de recherche alimentaire Food First (De la nourriture avant tout), il est urgent d'agir pour fournir de la nourriture aux pauvres. Mais il est aussi urgent d'opérer un changement drastique dans un système alimentaire mondial disfonctionnel. « *Nous sommes essentiellement vulnérables aux chocs économiques et environnementaux, car notre production de nourriture, sa transformation, son transport et sa consommation sont intimement dépendants de vastes quantités de pétrole... et sujets à l'immense pouvoir commercial d'une poignée de compagnies productrices de semences, de graines et de produits chimiques.* »

M. Holt-Giménez cite le récent Rapport d'évaluation sur la science et la technologie de l'agriculture IAASTD : « *L'IAASTD réclame une révision du système agricole dominé par les multinationales et régi par des règles commerciales injustes. Il met l'accent sur l'importance de pratiques agricoles locales et agro-écologiques. Les principaux avantages de ces pratiques - hormis leurs faibles incidences sur l'environnement - sont qu'elles procurent nourriture et emplois aux pauvres, aussi bien qu'un excédent pour le marché.* »

Et M. Holt-Gimenez de poursuivre : « *Ces petites fermes familiales s'avèrent plus productives que les exploitations industrielles à grande échelle. Et elles consomment moins de pétrole, spécialement si la nourriture est vendue localement ou infrarégionalement. Ces solutions de rechange, se multipliant à travers le monde, sont comme de petites îles de durabilité dans des mers économiques et environne-mentales de plus en plus périlleuses. Les systèmes de productions industrialisées et de libre échange nous ayant fait défaut, ces pratiques seront essentielles pour ramener la flexibilité dans*

un système alimentaire mondial disfonctionnel. »

Lester Brown, président du Earth Policy Institute, constate que des changements fondamentaux sont nécessaires dans le système alimentaire mondial : *« Le maintien du statu quo n'est plus une option viable, la sécurité alimentaire sera de plus en plus compromise à moins que les principaux pays ne se mobilisent pour stabiliser la population ; limiter l'utilisation des céréales dans la production de carburant ; stabiliser le climat et la nappe phréatique, ainsi que le réservoir aquifère ; protéger les terres cultivables et les sols. Stabiliser la population ne devrait pas se limiter à fournir des services de santé périnatale et de planification familiale. Cela suppose un effort mondial en vue d'éradiquer la pauvreté. Nous devons nous concerter pour éliminer les pénuries d'eau en augmentant la productivité de l'eau, comme nous nous sommes ligués, il y a un demi-siècle, pour augmenter la productivité de la terre, une initiative qui a presque triplé le rendement mondial des céréales par hectare. Aucun de ces objectifs ne peut être réalisé rapidement, mais leur poursuite est essentielle si l'on veut restaurer un semblant de sécurité alimentaire. Le défi n'est pas simplement de composer avec une augmentation provisoire du prix des céréales, comme cela s'est produit dans le passé, mais de contrer rapidement ces tendances, dont les effets cumulatifs menacent la sécurité alimentaire. Si la sécurité alimentaire ne peut être restaurée rapidement, le malaise social et l'instabilité politique iront croissants et le nombre de pays en déroute augmentera drastiquement, mettant en péril la stabilité même de la civilisation. »*

« Ce qui est nécessaire est un plan Marshall mondial pour l'agriculture et le développement économique en Afrique. » Alain Joyandet, secrétaire d'Etat français chargé de la Coopération.

« Les ressources mondiales pourraient alimenter

deux fois la population mondiale actuelle. » Jacques Diouf, directeur de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

« Le problème de la malnutrition n'est pas dû à une insuffisance des ressources, mais à la pauvreté. » Jean Ziegler, ancien rapporteur spécial de l'Onu pour le droit à l'alimentation.

« Les pauvres sont automatiquement exclus du marché car ils n'ont pas l'argent nécessaire pour se procurer de la nourriture. Le problème n'est pas la disponibilité de la nourriture, mais son accessibilité ; les pauvres meurent de faim à proximité d'entrepôts qui regorgent de nourriture. » Sylvie Brunel, ancienne présidente d'Action contre la faim.
« L'agriculture n'est pas une économie libre. Les subventions en Europe et aux Etats-Unis ont eu comme conséquence une très grande vulnérabilité des pays pauvres, qui dépendent maintenant du marché international. Nous avons besoin d'un plan mondial pour l'agriculture. » Claude Allègre, ancien ministre français de l'Education et actuel membre de l'Académie des Sciences.

Sources : The Guardian ; Sunday, G.-B.

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)